

# ACTION URGENTE

## GUATEMALA. UN CHEF INDIGÈNE BLESSÉ PAR BALLE

Le 16 janvier 2021, Julio David González Arango, défenseur xinca des droits humains, a été pris pour cible par un homme armé dans une propriété qu'il possède à Mataquesuintla, une ville du département de Jalapa, dans le sud-est du Guatemala. Julio González est maintenant en sécurité et se remet de ses blessures. Dirigeant public défendant les droits du peuple xinca contre la mine Escobal de la société Pan American Silver, il a déjà été attaqué par le passé en raison de ses activités. Amnesty International appelle la Procureure générale du Guatemala à diligenter une enquête indépendante et impartiale sur l'attaque dont Julio González a fait l'objet et sur toute autre agression antérieure visant le peuple xinca.

**PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS**

**Procureure générale**  
Consuelo Porras  
Guatemala  
Email: [carrecis@mp.gob.gt](mailto:carrecis@mp.gob.gt)  
Twitter : @MPguatemala

*Madame la Procureure générale,*

*Je vous écris pour vous faire part de mon inquiétude face à la récente attaque perpétrée contre Julio David González Arango, défenseur xinca des droits humains, à Mataquesuintla, dans le département de Jalapa, au Guatemala. Le 16 janvier 2021, un homme armé est arrivé dans la propriété de Julio David González Arango et a tiré dans sa direction, le blessant grièvement. Julio González et d'autres membres du peuple xinca ont déjà fait l'objet d'attaques par le passé en raison des activités qu'ils mènent pour défendre les droits des Xincas. Des enquêtes sur ces attaques sont en cours.*

***Je vous prie instamment de diligenter une enquête indépendante et impartiale sur la dernière attaque en date contre Julio David González Arango et sur toute agression antérieure contre le peuple xinca, et de traduire en justice les responsables présumés de ces agissements.***

*Veillez agréer, Madame la Procureure générale, l'expression de ma haute considération,*

## COMPLEMENT D'INFORMATION

En avril 2013, le ministère guatémaltèque de l'Énergie et des Mines a accordé à Tahoe Resources une licence d'exploitation pour le projet minier Escobal. Par la suite, le conflit autour de la mine s'est envenimé. Le 2 mai 2013, le gouvernement du Guatemala a déclaré l'état d'urgence à San Rafael Las Flores et aux abords de cette ville, située à environ 90 kilomètres de la capitale. Cette décision a fait suite à une série de violences liées aux activités minières de Minera San Rafael, une filiale de l'entreprise canadienne et nord-américaine Tahoe Resources Inc. En janvier 2013, un groupe d'inconnus armés a attaqué le site minier. Cette attaque s'est soldée par la mort de deux agents de sécurité et d'une autre personne, qui faisait probablement partie des assaillants. Pour en savoir plus, voir le document intitulé *Activités minières au Guatemala : les droits menacés* (AMR 34/002/2014).

En 2019, la société minière canadienne Pan American Silver a finalisé l'acquisition de Tahoe Resources, ajoutant la mine Escobal à son portefeuille. Cependant, les activités minières à Escobal sont au point mort depuis 2017. Après plusieurs recours formés par le Centre d'action juridique, environnementale et sociale du Guatemala (CALAS), qui avait auparavant défendu les droits de communautés affectées par les activités de la compagnie minière San Rafael, la Cour suprême du Guatemala a ordonné une suspension provisoire de l'exploitation et la réalisation jusqu'à son terme d'une consultation du peuple xinca.

Des membres du CALAS ont également signalé de nombreux actes d'intimidation et de harcèlement à leur encontre. Pour de plus amples informations, voir l'Action urgente intitulée *Guatemala. Campagne de dénigrement contre des défenseurs de l'environnement* (AMR 34/6680/2017). L'avocat Quelvin Jimenez, défenseur des droits du peuple indigène xinca, a signalé que le 23 juin 2020, un groupe de personnes armées avait perturbé une réunion des autorités du peuple indigène xinca à laquelle il était présent, et avait menacé et frappé certains des participants (AMR 34/0733/2019). Quelvin Jimenez a été la cible de campagnes de dénigrement et de stigmatisation sur les réseaux sociaux et de harcèlement judiciaire, et a fait l'objet de menaces de mort et d'autres formes d'intimidation en raison de son travail (AMR 34/0336/2019).

Les recherches menées par Amnesty International montrent que les personnes qui défendent les droits humains au Guatemala mènent leurs activités dans un contexte extrêmement hostile. Les personnes qui défendent les droits fondamentaux sont de plus régulièrement visées par des campagnes de diffamation émanant d'acteurs privés et des autorités guatémaltèques, qui cherchent à les stigmatiser et à les discréditer. Le système de justice pénale est fréquemment détourné, les défenseur.es des droits humains faisant l'objet de fausses accusations et de poursuites en justice destinées à les réduire au silence et à démanteler les mouvements et les organisations. L'Unité de protection des défenseures et défenseurs des droits humains au Guatemala (UDEFEQUA) a signalé plus d'un millier d'attaques contre des défenseur.es des droits humains en 2020, dont 15 homicides et 22 tentatives d'homicide.

Les personnes qui travaillent sur les droits liés à la terre, au territoire et à l'environnement sont particulièrement en danger. Les recherches d'Amnesty International montrent qu'elles sont très souvent la cible de menaces, de tentatives d'intimidation et d'agressions. Pour plus d'informations, voir le rapport d'Amnesty International (en anglais) intitulé *"We are defending the land with our blood": Defenders of the land, territory and environment in Honduras and Guatemala* (AMR 01/4562/2016).

### **LANGUE(S) À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : espagnol**

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

### **MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 22 MARS 2021.**

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

### **PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Julio David González Arango (il)**

**LIEN VERS L'AU PRÉCÉDENTE : N/A**